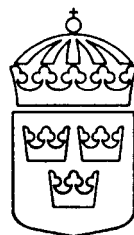


Sveriges internationella överenskommelser

ISSN 1102-3716

Utgiven av Utrikesdepartementet



SÖ 1998: 54

Nr 54

**Konvention om Republiken Österrikes, Republiken Finlands och Konungariket Sveriges tillträde till konventionen om domstols behörighet och om verkställighet av domar på privaträttens område, samt till protokollet om domstolens tolkning av denna konvention, med den anpassning som har gjorts i dessa genom konventionen om Konungariket Danmarks, Irlands och Förenade konungarikets Storbritannien och Nordirland tillträde, konventionen om Helleniska republikens tillträde och konventionen om Konungariket Spaniens och Portugisiska republikens tillträde
Bryssel den 29 november 1996**

PREAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,

CONSIDERANT que la République d'Autriche, la République de Finlande et le Royaume de Suède, en devenant membres de l'Union européenne, se sont engagés à adhérer à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et au protocole concernant l'interprétation de cette Convention par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique, ainsi que les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise, et à entamer à cet effet des négociations avec les Etats membres de la Communauté pour y apporter les adaptations nécessaires ;

CONSCIENTS que, le 16 septembre 1988, les Etats membres de la Communauté européenne et les Etats membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont conclu à Lugano la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, qui étend les principes de la convention de Bruxelles aux Etats qui seront parties à cette convention,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE 1

La République d'Autriche, la République de Finlande et le Royaume de Suède adhèrent à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles le 27 septembre 1968, ci-après dénommée "convention de 1968", et au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, signé à Luxembourg le 3 juin 1971, ci-après dénommé "protocole de 1971", tel qu'il résulte de toutes les adaptations et modifications y apportées :

- a) par la convention, signée à Luxembourg le 9 octobre 1978 et ci-après dénommée "convention de 1978", relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice ;

- b) par la convention, signée à Luxembourg le 25 octobre 1982 et ci-après dénommée "convention de 1982", relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

- c) par la convention, signée à San Sebastian le 26 mai 1989 et ci-après dénommée "convention de 1989", relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique.

TITRE II

Adaptations de la convention de 1968

ARTICLE 2

A l'article 3 deuxième alinéa de la convention de 1968, tel que modifié par l'article 4 de la convention de 1978, l'article 3 de la convention de 1982 et l'article 3 de la convention de 1989, les tirets suivants sont insérés :

- a) entre le neuvième et le dixième tiret :

"- en Autriche : l'article 99 de la loi sur la compétence judiciaire (Jurisdiktionsnorm)," ;

b) entre le dixième et le onzième tiret :

"- en Finlande : *oikeudenkäymiskaari/rättegångsbalken*, chapitre 10, article 1 premier alinéa, deuxième, troisième et quatrième phrases,

- en Suède : le chapitre 10, article 3 premier alinéa première phrase du code de procédure judiciaire (*rättegångsbalken*),".

ARTICLE 3

A l'article 32 paragraphe 1 de la convention de 1968, tel que modifié par l'article 16 de la convention de 1978, l'article 4 de la convention de 1982 et l'article 10 de la convention de 1989, les tirets suivants sont insérés :

a) entre le dixième et le onzième tiret :

"- en Autriche, au *Bezirksgericht*," ;

b) entre le onzième et le douzième tiret :

"- en Finlande, au *käräjäoikeus/tingsrätt*,

- en Suède, au *Svea hovrätt*".

ARTICLE 4

1. A l'article 37 paragraphe 1 de la convention de 1968, tel que modifié par l'article 17 de la convention de 1978, l'article 5 de la convention de 1982 et l'article 11 de la convention de 1989, les tirets suivants sont insérés :

a) entre le dixième et le onzième tiret :

"- en Autriche, devant le *Bezirksgericht*," ;

b) entre le onzième et le douzième tiret :

"- en Finlande, devant *hovioikeus/hovrätt*,

- en Suède, au *Svea hovrätt*".

2. A l'article 37 paragraphe 2 de la convention de 1968, tel que modifié par l'article 17 de la convention de 1978, l'article 5 de la convention de 1982 et l'article 11 deuxième alinéa de la convention de 1989, les tirets suivants sont insérés :

a) entre le quatrième et le cinquième tiret :

.

"- en Autriche, dans le cas d'un recours, que du *Revisionsrekurs* et, dans le cas d'une opposition, que du recours (*Berufung*) avec la faculté éventuelle d'une révision," ;

SÖ 1998: 54

b) entre le cinquième et le sixième tiret :

"- en Finlande, que d'un recours devant *korkein oikeus/högsta domstolen*,

- en Suède, que d'un recours devant *Högsta domstolen*".

ARTICLE 5

A l'article 40 paragraphe 1 de la convention de 1968, tel que modifié par l'article 19 de la convention de 1978, l'article 6 de la convention de 1982 et l'article 12 de la convention de 1989, les tirets suivants sont insérés :

a) entre le dixième et le onzième tiret :

"- en Autriche, devant le *Bezirksgericht*," ;

b) entre le onzième et le douzième tiret :

"- en Finlande, devant *hovioikeus/hovrätten*,

- en Suède, au *Svea hovrätt*".

ARTICLE 6

A l'article 41 de la convention de 1968, tel que modifié par l'article 20 de la convention de 1978, l'article 7 de la convention de 1982 et l'article 13 de la convention de 1989, les tirets suivants sont insérés :

a) entre le quatrième et le cinquième tiret :

"- en Autriche, que d'un *Revisionsrekurs*," ;

b) entre le cinquième et le sixième tiret :

"- en Finlande, que d'un recours devant *korkein oikeus/högsta domstolen*,

- en Suède, que d'un recours devant *Högsta domstolen*".

ARTICLE 7

L'article 55 de la convention de 1968, tel que modifié par l'article 24 de la convention de 1978, l'article 8 de la convention de 1982 et l'article 18 de la convention de 1989, est complété par les adjonctions suivantes, qui sont insérées à leur place dans la liste des conventions suivant l'ordre chronologique :

"- la convention entre le Royaume de Belgique et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière d'obligations alimentaires, signée à Vienne le 25 octobre 1957,

- la convention entre la République fédérale d'Allemagne et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions et transactions judiciaires et des actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Vienne le 6 juin 1959,
- la convention entre le Royaume de Belgique et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Vienne le 16 juin 1959,
- la convention entre le Royaume-Uni et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, signée à Vienne le 14 juillet 1961, ainsi que le protocole de modification signé à Londres le 6 mars 1970,
- la convention entre le Royaume des Pays-Bas et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à La Haye le 6 février 1963,
- la convention entre la France et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Vienne le 15 juillet 1966,
- la convention entre le Luxembourg et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Luxembourg le 29 juillet 1971,
- la convention entre l'Italie et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, des transactions judiciaires et des actes notariés signée à Rome le 16 novembre 1971,

- la convention entre la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et le Danemark sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile, signée à Copenhague le 11 octobre 1977
- la convention entre l'Autriche et la Suède sur la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile, signée à Stockholm le 16 septembre 1982,
- la convention entre l'Autriche et l'Espagne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions et transactions judiciaires et des actes authentiques exécutoires en matière civile et commerciale, signée à Vienne le 17 février 1984, et
- la convention entre la Finlande et l'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution des jugements en matière civile, signée à Vienne le 17 novembre 1986."

TITRE III

Adaptations du protocole annexé à la convention de 1968

ARTICLE 8

L'article V du protocole annexé à la convention de 1968 est remplacé par le texte suivant :

"Article V

La compétence judiciaire prévue à l'article 6 point 2 et à l'article 10 pour la demande en garantie ou la demande en intervention ne peut être invoquée ni dans la République fédérale d'Allemagne, ni dans la République d'Autriche. Toute personne domiciliée sur le territoire d'un autre Etat contractant peut être appelée devant les tribunaux de :

- la République fédérale d'Allemagne, en application des articles 68 et 72 à 74 du Code de procédure civile concernant la *litis denuntiatio*,
- la République d'Autriche, conformément à l'article 21 du Code de procédure civile (*Zivilprozessordnung*) concernant la *litis denuntiatio*.

Les décisions rendues dans les autres Etats contractants en vertu de l'article 6 point 2 et de l'article 10 sont reconnues et exécutées dans la République fédérale d'Allemagne et dans la République d'Autriche conformément au titre III. Les effets produits à l'égard des tiers, en application de l'alinéa précédent, par des jugements rendus dans ces Etats sont également reconnus dans les autres Etats contractants."

ARTICLE 9

L'article V bis du protocole annexé à la convention de 1968 est complété par le texte suivant :

"En Suède, dans les procédures sommaires concernant les injonctions de payer (*betalningsföreläggande*) et l'assistance (*handräckning*), les termes "juge", "tribunal" et "jurisdiction" comprennent le service public suédois de recouvrement forcé (*kronofogdemyndighet*)."

ARTICLE 10

Le protocole annexé à la convention de 1968 est complété par l'article suivant :

"ARTICLE V sexto :

Sont également considérées comme des actes authentiques au sens de l'article 50 premier alinéa de la convention, les conventions en matière d'obligations alimentaires conclues devant des autorités administratives ou authentifiées par elles."

TITRE IV

Adaptations du protocole de 1971

ARTICLE 11

L'article 1er du protocole de 1971, tel que modifié par l'article 30 de la convention de 1978, l'article 10 de la convention de 1982 et l'article 24 de la convention de 1989, est complété par l'alinéa suivant :

"La Cour de justice des Communautés européennes est également compétente pour statuer sur l'interprétation de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention du 27 septembre 1968 et au présent protocole, tels qu'ils ont été adaptés par les conventions de 1978, de 1982 et de 1989."

ARTICLE 12

A l'article 2 point 1 du protocole de 1971, tel que modifié par l'article 31 de la convention de 1978, l'article 11 de la convention de 1982 et l'article 25 de la convention de 1989, les tirets suivants sont insérés :

a) entre le neuvième et le dixième tiret :

"- en Autriche : le *Oberste Gerichtshof*, le *Verwaltungsgerichtshof* et le *Verfassungsgerichtshof*" ;

b) entre le dixième et le onzième tiret :

"- en Finlande : *korkein oikeus/högsta domstolen* et *korkein hallinto-oikeus/högsta förvaltningsdomstolen*,

- en Suède, *Högsta domstolen*, *Regeringsrätten*, *Arbetsdomstolen* et *Marknadsdomstolen*".

TITRE V

Dispositions transitoires

ARTICLE 13

1. La convention de 1968 et le protocole de 1971, tels que modifiés par la convention de 1978, la convention de 1982, la convention de 1989 et la présente convention, ne sont applicables qu'aux actions judiciaires intentées et aux actes authentiques reçus postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention dans l'Etat d'origine et, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'une décision ou d'un acte authentique est demandée, dans l'Etat requis.

2. Toutefois, les décisions rendues après la date d'entrée en vigueur de la présente convention, dans les rapports entre l'Etat d'origine et l'Etat requis, à la suite d'actions intentées avant cette date sont reconnues et exécutées conformément aux dispositions du titre III de la convention de 1968, tel que modifiée par la convention de 1978, la convention de 1982, la convention de 1989 et la présente convention, si la compétence était fondée sur des règles conformes aux dispositions du titre II modifié de la convention de 1968 ou aux dispositions prévues par une convention qui était en vigueur entre l'Etat d'origine et l'Etat requis lorsque l'action a été intentée.

TITRE VI

Dispositions finales

ARTICLE 14

1. Le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne remet aux gouvernements de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède une copie certifiée conforme de la convention de 1968, du protocole de 1971, de la convention de 1978 de la convention de 1982 et de la convention de 1989, en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, française, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise et portugaise.

2. Les textes de la convention de 1968, du protocole de 1971, de la convention de 1978, de la convention de 1982 et de la convention de 1989, établis en langues finnoise et suédoise font foi dans les mêmes conditions que les autres textes de la convention de 1968, du protocole de 1971, de la convention de 1978, de la convention de 1982 et de la convention de 1989.

ARTICLE 15

La présente convention sera ratifiée par les Etats signataires. Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général du Conseil de l'Union européenne.

ARTICLE 16

1. La présente convention entre en vigueur le premier jour du troisième mois après la date à laquelle deux Etats signataires, dont l'un est la République d'Autriche, la République de Finlande ou le Royaume de Suède, auront déposé leurs instruments de ratification.

2. A l'égard de tout autre Etat signataire, la présente convention produira ses effets le premier jour du troisième mois qui suivra le dépôt de son instrument de ratification.

ARTICLE 17

Le secrétaire général du Conseil de l'Union européenne notifie aux Etats signataires :

- a) le dépôt de tout instrument de ratification ;
- b) les dates d'entrée en vigueur de la présente convention pour les Etats contractants.

ARTICLE 18

La présente convention, rédigée en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, irlandaise, italienne, néerlandaise, portugaise et suédoise, les douze textes faisant également foi, est déposée dans les archives du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne. Le secrétaire général en remet une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des Etats signataires.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf novembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

CONVENTION
ON THE ACCESSION OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA,
THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE KINGDOM OF SWEDEN
TO THE CONVENTION ON JURISDICTION AND THE ENFORCEMENT
OF JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS AND TO THE PROTOCOL ON
ITS INTERPRETATION BY THE COURT OF JUSTICE, WITH THE
ADJUSTMENTS MADE TO THEM BY THE CONVENTION ON THE ACCESSION OF
THE KINGDOM OF DENMARK, OF IRELAND AND OF THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, BY THE CONVENTION
ON THE ACCESSION OF THE HELLENIC REPUBLIC
AND BY THE CONVENTION ON THE ACCESSION
OF THE KINGDOM OF SPAIN AND
THE PORTUGUESE REPUBLIC

PREAMBLE

THE HIGH CONTRACTING PARTIES TO THE TREATY ESTABLISHING THE EUROPEAN COMMUNITY,

CONSIDERING that the Republic of Austria, the Republic of Finland and the Kingdom of Sweden, in becoming members of the European Union, undertook to accede to the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters and to the Protocol on its interpretation by the Court of Justice, with the adjustments made to them by the Convention on the accession of the Kingdom of Denmark, of Ireland and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the adjustments made to them by the Convention on the accession of the Hellenic Republic and the adjustments made to them by the Convention on the accession of the Kingdom of Spain and the Portuguese Republic, and to this end undertook to enter into negotiations with the Member States of the Community in order to make the necessary adjustments thereto,

MINDFUL that, on 16 September 1988, the Member States of the European Community and the Member States of the European Free Trade Association (EFTA) concluded in Lugano the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters, which extends the principles of the Brussels Convention to the States becoming parties to that Convention,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

TITLE I

General provisions

ARTICLE 1

The Republic of Austria, the Republic of Finland and the Kingdom of Sweden hereby accede to the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters, signed at Brussels on 27 September 1968 (hereinafter referred to as "the 1968 Convention") and to the Protocol on its interpretation by the Court of Justice, signed at Luxembourg on 3 June 1971 (hereinafter referred to as "the 1971 Protocol"), with all the adjustments and amendments made to them:

- (a) by the Convention, signed at Luxembourg on 9 October 1978 (hereinafter referred to as "the 1978 Convention"), on the accession of the Kingdom of Denmark, of Ireland and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters, and to the Protocol on its interpretation by the Court of Justice,
- (b) by the Convention, signed at Luxembourg on 25 October 1982 (hereinafter referred to as "the 1982 Convention"), on the accession of the Hellenic Republic to the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters, and to the Protocol on its interpretation by the Court of Justice, with the adjustments made to them by the Convention on the accession of the Kingdom of Denmark, of Ireland and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland,

SÖ 1998: 54

- (c) by the Convention, signed in San Sebastian on 26 May 1989 (hereinafter referred to as "the 1989 Convention"), on the accession of the Kingdom of Spain and the Portuguese Republic to the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters, and to the Protocol on its interpretation by the Court of Justice, with the adjustments made to them by the Convention on the accession of the Kingdom of Denmark, of Ireland and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the adjustments made to them by the Convention on the accession of the Hellenic Republic.

TITLE II

Adjustments to the 1968 Convention

ARTICLE 2

The following indents shall be inserted in the second paragraph of Article 3 of the 1968 Convention, as amended by Article 4 of the 1978 Convention, Article 3 of the 1982 Convention and Article 3 of the 1989 Convention:

- (a) between the ninth and tenth indents:

"– in Austria: Article 99 of the Law on Court Jurisdiction (*Jurisdiktionsnorm*),";

(b) between the tenth and eleventh indents:

"– in Finland: the second, third and fourth sentences of the first paragraph of Section 1 of Chapter 10 of the Code of Judicial Procedure (*oikeudenkäymiskaari/rättegångsbalken*),

– in Sweden: the first sentence of the first paragraph of Section 3 of Chapter 10 of the Code of Judicial Procedure (*rättegångsbalken*),".

ARTICLE 3

The following indents shall be inserted in Article 32(1) of the 1968 Convention, as amended by Article 16 of the 1978 Convention, Article 4 of the 1982 Convention and Article 10 of the 1989 Convention:

(a) between the tenth and eleventh indents:

"– in Austria, to the *Bezirksgericht*,";

(b) between the eleventh and twelfth indents:

"– in Finland, to the *käräjäoikeus/tingsrätt*,

– in Sweden, to the *Svea hovrätt*".

ARTICLE 4

1. The following indents shall be inserted in Article 37(1) of the 1968 Convention, as amended by Article 17 of the 1978 Convention, Article 5 of the 1982 Convention and Article 11 of the 1989 Convention:

(a) between the tenth and eleventh indents:

"– in Austria with the *Bezirksgericht*,";

(b) between the eleventh and twelfth indents:

"– in Finland, with the *hovioikeus/hovrätt*,

– in Sweden, with the *Svea hovrätt*".

2. The following shall be inserted in Article 37(2) of the 1968 Convention, as amended by Article 17 of the 1978 Convention, Article 5 of the 1982 Convention and the second paragraph of Article 11 of the 1989 Convention:

(a) between the fourth and fifth indents:

"– in Austria, in the case of an appeal, by a *Revisionsrekurs* and, in the case of opposition proceedings, by a *Berufung* with the possibility of a revision,";

(b) between the fifth and sixth indents:

"– in Finland, by an appeal to *korkein oikeus/högsta domstolen*,

– in Sweden by an appeal to *Högsta domstolen*".

ARTICLE 5

The following indents shall be inserted in Article 40(1) of the 1968 Convention, as amended by Article 19 of the 1978 Convention, Article 6 of the 1982 Convention and Article 12 of the 1989 Convention:

(a) between the tenth and eleventh indents:

"– in Austria, to the *Bezirksgericht*,";

(b) between the eleventh and twelfth indents:

"– in Finland, to *hovioikeus/hovrätten*,

– in Sweden, to the *Svea hovrätt*".

ARTICLE 6

The following indents shall be inserted in Article 41 of the 1968 Convention, as amended by Article 20 of the 1978 Convention, Article 7 of the 1982 Convention and Article 13 of the 1989 Convention:

(a) between the fourth and fifth indents:

"– in Austria, by a *Revisionsrekurs*,";

(b) between the fifth and sixth indents:

"– in Finland, by an appeal to *korkein oikeus/högsta domstolen*,

– in Sweden, by an appeal to *Högsta domstolen*".

ARTICLE 7

The following shall be inserted at the appropriate places in chronological order in the list of Conventions set out in Article 55 of the 1968 Convention, as amended by Article 24 of the 1978 Convention, Article 8 of the 1982 Convention and Article 18 of the 1989 Convention:

"– the Convention between the Kingdom of Belgium and Austria on the reciprocal recognition and enforcement of judgments and authentic instruments relating to maintenance obligations, signed at Vienna on 25 October 1957,

- the Convention between the Federal Republic of Germany and Austria on the reciprocal recognition and enforcement of judgments, settlements and authentic instruments in civil and commercial matters, signed at Vienna on 6 June 1959,
- the Convention between the Kingdom of Belgium and Austria on the reciprocal recognition and enforcement of judgments, arbitral awards and authentic instruments in civil and commercial matters, signed at Vienna on 16 June 1959,
- the Convention between the United Kingdom and Austria providing for the reciprocal recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters, signed at Vienna on 14 July 1961, with amending Protocol signed at London on 6 March 1970,
- the Convention between the Kingdom of the Netherlands and Austria on the reciprocal recognition and enforcement of judgments and authentic instruments in civil and commercial matters, signed at The Hague on 6 February 1963,
- the Convention between France and Austria on the recognition and enforcement of judgments and authentic instruments in civil and commercial matters, signed at Vienna on 15 July 1966,
- the Convention between Luxembourg and Austria on the recognition and enforcement of judgments and authentic instruments in civil and commercial matters, signed at Luxembourg on 29 July 1971,
- the Convention between Italy and Austria on the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters, of judicial settlements and of authentic instruments, signed at Rome on 16 November 1971,

SÖ 1998: 54

- the Convention between Finland, Iceland, Norway, Sweden and Denmark on the recognition and enforcement of judgments in civil matters, signed at Copenhagen on 11 October 1977,
- the Convention between Austria and Sweden on the recognition and enforcement of judgments in civil matters, signed at Stockholm on 16 September 1982,
- the Convention between Austria and Spain on the recognition and enforcement of judgments, settlements and enforceable authentic instruments in civil and commercial matters, signed at Vienna on 17 February 1984, and
- the Convention between Finland and Austria on the recognition and enforcement of judgments in civil matters, signed at Vienna on 17 November 1986."

TITLE III

Adjustments to the Protocol annexed to the 1968 Convention

ARTICLE 8

The following shall be substituted for Article V of the Protocol annexed to the 1968 Convention:

"Article V

The jurisdiction specified in Articles 6(2) and 10 in actions on a warranty or guarantee or in any other third party proceedings may not be resorted to in the Federal Republic of Germany or in Austria. Any person domiciled in another Contracting State may be sued in the courts:

- of the Federal Republic of Germany, pursuant to Articles 68, 72, 73 and 74 of the code of civil procedure (*Zivilprozessordnung*) concerning third-party notices;
- of Austria, pursuant to Article 21 of the code of civil procedure (*Zivilprozessordnung*) concerning third-party notices.

Judgments given in the other Contracting States by virtue of Articles 6(2) or 10 shall be recognized and enforced in the Federal Republic of Germany and in Austria in accordance with Title III. Any effects which judgments given in those States may have on third parties by application of the provisions in the preceding paragraph shall also be recognized in the other Contracting States."

ARTICLE 9

The following shall be added to Article Va of the Protocol annexed to the 1968 Convention:

"In Sweden, in summary proceedings concerning orders to pay (*betalningsföreläggande*) and assistance (*handräckning*), the expression "court" includes the "Swedish enforcement service" (*kronofogdemyndighet*)".

ARTICLE 10

The following Article shall be added to the Protocol annexed to the 1968 Convention:

"ARTICLE Ve:

Arrangements relating to maintenance obligations concluded with administrative authorities or authenticated by them shall also be regarded as authentic instruments within the meaning of the first paragraph of Article 50 of the Convention."

TITLE IV

Adjustments to the 1971 Protocol

ARTICLE 11

The following paragraph shall be added to Article 1 of the 1971 Protocol, as amended by Article 30 of the 1978 Convention, Article 10 of the 1982 Convention and Article 24 of the 1989 Convention:

"The Court of Justice of the European Communities shall also have jurisdiction to give rulings on the interpretation of the Convention on the accession of the Republic of Austria, the Republic of Finland and the Kingdom of Sweden to the Convention of 27 September 1968 and to this Protocol, as adjusted by the 1978 Convention, the 1982 Convention and the 1989 Convention."

ARTICLE 12

The following indents shall be inserted in Article 2(1) of the 1971 Protocol, as amended by Article 31 of the 1978 Convention, Article 11 of the 1982 Convention and Article 25 of the 1989 Convention:

(a) between the ninth and tenth indents:

"– in Austria, the *Oberste Gerichtshof*, the *Verwaltungsgerichtshof* and the *Verfassungsgerichtshof*,";

(b) between the tenth and eleventh indents:

- "– in Finland, *korkein oikeus/högsta domstolen* and *korkein hallinto-oikeus/högsta förvaltningsdomstolen*,
- in Sweden, *Högsta domstolen, Regeringsrätten, Arbetsdomstolen* and *Marknadsdomstolen*".

TITLE V

Transitional provisions

ARTICLE 13

1. The 1968 Convention and the 1971 Protocol, as amended by the 1978 Convention, the 1982 Convention, the 1989 Convention and by this Convention, shall apply only to legal proceedings instituted and to authentic instruments formally drawn up or registered after the entry into force of this Convention in the State of origin and, where recognition or enforcement of a judgment or authentic instrument is sought, in the State addressed.
2. However, judgments given after the date of entry into force of this Convention between the State of origin and the State addressed in proceedings instituted before that date shall be recognized and enforced in accordance with the provisions of Title III of the 1968 Convention, as amended by the 1978 Convention, the 1982 Convention, the 1989 Convention and this Convention, if jurisdiction was founded upon rules which accorded with the provisions of Title II, as amended, of the 1968 Convention, or with the provisions of a convention which was in force between the State of origin and the State addressed when the proceedings were instituted.

TITLE VI

Final provisions

ARTICLE 14

1. The Secretary-General of the Council of the European Union shall transmit a certified copy of the 1968 Convention, of the 1971 Protocol, of the 1978 Convention, of the 1982 Convention and of the 1989 Convention in the Danish, Dutch, English, French, German, Greek, Irish, Italian, Spanish and Portuguese languages to the Governments of the Republic of Austria, the Republic of Finland and the Kingdom of Sweden.

2. The texts of the 1968 Convention, of the 1971 Protocol, of the 1978 Convention, of the 1982 Convention and of the 1989 Convention, drawn up in the Finnish and Swedish languages, shall be authentic under the same conditions as the other texts of the 1968 Convention, the 1971 Protocol, the 1978 Convention, the 1982 Convention and the 1989 Convention.

ARTICLE 15

This Convention shall be ratified by the signatory States. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the Council of the European Union.

ARTICLE 16

1. This Convention shall enter into force on the first day of the third month following the date on which two signatory States, one of which is the Republic of Austria, the Republic of Finland or the Kingdom of Sweden, deposit their instruments of ratification.
2. This Convention shall produce its effects for any other signatory State on the first day of the third month following the deposit of its instrument of ratification.

ARTICLE 17

The Secretary-General of the Council of the European Union shall notify the signatory States of:

- (a) the deposit of each instrument of ratification;
- (b) the dates of entry into force of this Convention for the Contracting States.

ARTICLE 18

This Convention, drawn up in a single original in the Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Irish, Italian, Portuguese, Spanish and Swedish languages, all twelve texts being equally authentic, shall be deposited in the archives of the General Secretariat of the Council of the European Union. The Secretary-General shall transmit a certified copy to the Government of each signatory State.

Done at Brussels on the twenty-ninth day of November in the year one thousand nine hundred and ninety-six.

KONVENTION

OM REPUBLIKEN ÖSTERRIKES,

**REPUBLIKEN FINLANDS OCH KONUNGARIKET SVERIGES TILLTRÄDE TILL
KONVENTIONEN OM DOMSTOLS BEHÖRIGHET OCH OM VERKSTÄLLIGHET
AV DOMAR PÅ PRIVATRÄTTENS OMRÅDE, SAMT TILL PROTOKOLLET
OM DOMSTOLENS TOLKNING AV DENNA KONVENTION, MED DEN
ANPASSNING SOM HAR GJORTS I DESSA GENOM KONVENTIONEN OM
KONUNGARIKET DANMARKS, IRLANDS OCH FÖRENADE KONUNGARIKETS
STORBRITANNIEN OCH NORDIRLAND TILLTRÄDE, KONVENTIONEN OM
HELLENSKA REPUBLIKENS TILLTRÄDE
OCH KONVENTIONEN OM
KONUNGARIKET SPANIENS OCH
PORTUGISISKA REPUBLIKENS TILLTRÄDE**